

**Parti UPRONA**  
**Coordination des Sections du Parti UPRONA à l'étranger**  
Avenue d'Huart, 108  
5590 CINEY  
BELGIQUE  
Tél. + 32496107221

Bruxelles, samedi 08 février 2014

**A S.E. Monsieur le Président de la République du Burundi,**  
avec les assurances de notre plus haute considération.

*Transmis copie pour information à :*

- Honorable Président de l'Assemblée Nationale avec les assurances de notre très haute considération,
- Honorable Président du Sénat avec les assurances de notre très haute considération,
- S.E. Monsieur le Vice-Président de la République du Burundi, avec les assurances de notre très haute considération (Tous),
- S.E. Madame / Monsieur le Ministre (Tous)
- Madame / Monsieur le Président du Parti (Tous)
- S.E. Madame/Monsieur l'Ambassadeur accrédité à Bujumbura (Tous)
- S.E. M. Parfait Onanga-Anyanga, Représentant spécial et Chef du Bureau des Nations Unies au Burundi (BNUB).
- S.E. Monsieur Didier RENDERS, Vice-Ministre et Ministre des Affaires étrangères du Royaume de Belgique
- S.E. Monsieur Félix NDAYISENGA, l'Ambassadeur du Burundi à Bruxelles

**Excellence Monsieur le Président de la République,**

Le Conseil des Sections du Parti UPRONA à l'étranger a tenu sa session extraordinaire à Bruxelles ce samedi 08 février 2014.

Les échanges ont porté sur la situation préoccupante du conflit politique qui secoue le gouvernement burundais suite au limogeage du Vice-Président Bernard BUSOKOZA.

Pour le Conseil des Sections du Parti UPRONA à l'étranger, le conflit qui surgit actuellement est une des conséquences du non respect de l'esprit des Accords de paix et de réconciliation signés en août 2000 par les partenaires politiques burundais pour une gouvernance rassurante pour tous au Burundi.

Depuis qu'on est sensé appliquer les Accords d'Arusha, en effet, aucun des Vice-présidents issu du parti UPRONA n'a terminé heureusement son mandat. Et plus troublant, les limogeages des Vice-Présidents Kadege et Busokoza sont étrangement comparables : un président de la majorité politico-ethnique démet unilatéralement un vice-président de la minorité politico-ethnique dans le seul but de forcer l'adoption d'une loi fondamentale qui ne tient pas compte de certains intérêts vitaux du parti UPRONA.

Or, pour tout système politique qui revendique le consensus ou la coalition, il est impératif que l'on respecte scrupuleusement ses partenaires et l'essentiel de leur programme politique.

Au lieu de cela, les acteurs politiques burundais se comportent comme s'il suffisait d'intégrer certains représentants des partenaires politiques au sommet de l'Etat et dans l'administration pour réaliser en toute cohérence une politique gouvernementale de coalition ou de consensus. Aussi va-t-on jusqu'à chercher à humilier certains partenaires politiques ou à diviser certaines formations politiques pour les affaiblir.

Au Burundi, l'on oublie souvent que pour mettre en place un système politique viable et durable, il faille préalablement s'entendre sur les programmes politiques à poursuivre en coalition et respecter scrupuleusement les clés de répartition des postes politiques disponibles. Une réévaluation périodique des politiques mises en œuvre, par les différents partenaires politiques, devrait aussi faire partie de l'arsenal de bonne gouvernance.

Dans un Etat moderne et démocratique, le Vice-Président ne devrait pas être nommé pour être un figurant ou pour tout simplement cautionner la réalisation du programme du parti majoritaire au pouvoir. Il devrait plutôt veiller, à travers un dialogue permanent avec l'autre Vice-Président et le Président de la République, à ce que tous les partenaires au gouvernement et leur programme politique, soient réellement respectés.

Pour le Conseil des Sections du Parti UPRONA à l'étranger, une concertation politique et sociale permanente est la seule voie pacifique de gérer les défis socio-politiques du Burundi et de trouver des solutions aux éventuels conflits d'intérêts pour une gouvernance viable et apaisante pour tous.

Le Conseil des Sections du Parti UPRONA à l'étranger demande au Président de la République de promouvoir personnellement la concertation entre les différents partenaires politiques du Burundi, et plus particulièrement avec les autorités légitimes du parti UPRONA.

Le Conseil des Sections du Parti UPRONA à l'étranger demande aussi au Président de la République d'annuler tous les actes d'ingérence de l'exécutif burundais dans les affaires du parti UPRONA qui trouve des solutions à ses difficultés internes.

Le Conseil des Sections du Parti UPRONA à l'étranger demande enfin au Président de la République de reconnaître Charles NDIRIJE en sa qualité légitime de Président du Parti UPRONA et de réhabiliter dans leurs fonctions le Vice-Président de la République Bernard BUSOKOZA avec tous les Ministres qui ont dû démissionner de leurs responsabilités suite au limogeage du Vice-Président.

Pour le Conseil des Sections du Parti UPRONA à l'étranger,  
Sé

**Gaspard KIROMBO**

Coordinateur des Sections du Parti UPRONA à l'étranger